

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES DÉFIS ET PRIORITÉS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, À PARIS LE 4 AVRIL 2014.

4 AVRIL 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Vous êtes le nouveau Gouvernement de la France.

Vous êtes donc en charge de son destin.

Votre responsabilité est d'autant plus lourde que les Français ont exprimé, à l'occasion des élections municipales, un mécontentement, une inquiétude et surtout une exigence de résultats. Vous avez le devoir de réussir.

Je veux d'abord rendre hommage à Jean-Marc AYRAULT pour l'action déterminée et courageuse qu'il a conduite pendant près de deux ans.

Il a travaillé sans relâche au redressement de notre pays, dans un contexte économique particulièrement difficile. Les nombreuses réformes que son Gouvernement a engagées ont profondément modernisé notre pays et le temps permettra d'en juger. Elles mettent du temps à produire leurs effets. Il faut aller plus vite.

C'est d'ailleurs une leçon que je retiens : aller encore plus vite, il s'agit moins de légiférer que de répondre rapidement aux attentes des Français. De faire plus simple pour changer plus concrètement la vie de nos concitoyens. Plus simple et différemment.

C'est pourquoi j'ai voulu avec le Premier ministre constituer une équipe resserrée. Seize ministres respectant les principes de parité. C'est inédit sous la Vème République. C'est une équipe de combat.

Combat contre quoi ? Contre le fatalisme, la résignation, la défiance à l'égard des institutions.

Combat pour, surtout. Pour l'avenir, l'espoir, la confiance dans notre destin.

Car nous sommes dans une bataille économique qui nous oblige, si nous voulons la remporter, à être plus compétitifs, plus solidaires et plus innovants.

Le Gouvernement ne la gagnera pas seul. Il devra associer le Parlement mais aussi les partenaires sociaux et l'ensemble des forces vives de notre pays.

Le Gouvernement devra surtout vaincre ce qui est le plus difficile à défier : le doute, qui s'est emparé de trop de nos concitoyens à l'égard de l'action publique et parfois du fonctionnement de nos institutions.

La crise morale n'est pas seulement une menace pour la cohésion nationale ce qui est grave c'est un obstacle majeur pour notre redressement économique.

La condition de la réussite, c'est d'abord de redonner confiance, dans l'intervention de l'Etat, dans les ressources de notre économie, dans les talents et dans nos entreprises, dans le savoir-faire de nos salariés, dans la vitalité de notre jeunesse.

Pour y parvenir, les Français doivent comprendre le sens des efforts que nous leur demandons. Cela fait des années qu'ils sont appelés au sacrifice et qu'ils ne voient rien venir. Sinon ils n'y voient qu'une somme de sacrifices inutiles, d'énergies découragées et de ressources gaspillées.

La France doit dans les trois prochaines années atteindre trois objectifs.

Le premier, c'est la croissance durable : elle suppose le renforcement de notre économie et de son attractivité. C'est-à-dire de toutes les capacités de production et de service. L'enjeu, c'est plus de compétitivité, plus d'investissement pour plus d'emplois.

C'est l'esprit du pacte de responsabilité : moins de charges sur les entreprises et en contrepartie plus d'embauches. Ce pacte est prêt. La concertation a eu lieu avec les partenaires sociaux. Il sera présenté la semaine prochaine au Parlement lors de la déclaration de politique générale, pour être mis en œuvre dès l'année prochaine.

Mais dans le même temps, le Gouvernement doit agir pour traduire l'exigence de justice sociale. C'est le pacte de solidarité. Son premier pilier est l'éducation et la formation des jeunes. Le deuxième, la sécurité sociale avec la stratégie nationale de santé. Et le troisième, c'est le pouvoir d'achat avec une baisse programmée des prélèvements notamment sur le travail.

Enfin, le Gouvernement aura à engager la transition énergétique qui est à la fois un enjeu écologique,

économique et social, qui peut produire de la croissance et redistribuer du pouvoir d'achat £ et qui appellera des choix dans nos modes de transport, de consommation et de production.

Pour réussir, il nous faut encore profondément réformer. C'est le sens du programme d'économies que j'ai annoncé : pas des économies pour des économies, mais pour transformer l'organisation de l'Etat, pour le rendre plus efficace, donc plus solide. Il s'agit de changer l'organisation de nos territoires, à travers une nouvelle étape de décentralisation et de rendre notre système social plus juste et plus simple, pour éviter que des bénéficiaires ne parviennent même pas à obtenir leurs droits.

Le Gouvernement a également à protéger les Français. C'est le sens de notre politique étrangère et de défense nationale, de notre engagement dans la lutte contre le terrorisme et de notre choix en matière de sécurité et de justice. Et notamment la lutte contre la récidive.

Les Français demandent à être rassurés. C'est ainsi qu'ils retrouveront la confiance.

C'est la confiance que le Gouvernement doit chercher à établir dans l'intérêt de la République.

Elle viendra si les Français ont la conviction que le Gouvernement fait tout je dis bien tout :

- pour libérer les énergies, celle des entreprises, des territoires, de la jeunesse et des forces de la création £

- s'il fait tout, je dis bien tout, pour promouvoir la France, ses produits, sa culture, son mode de vie, ses valeurs £

- tout, je dis bien tout, pour préparer l'avenir à travers la recherche, les technologies, les investissements majeurs.

Cette confiance, je l'ai dans l'équipe que vous constituez. Cette confiance vous allez la demander à l'Assemblée nationale et je ne doute pas qu'elle vous l'accordera.

Cette confiance, nous devons, vous devez la mériter aux yeux des Français.